



CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 05 SEPTEMBRE 2019

PROCES VERBAL DE SÉANCE

L'an deux mille dix-neuf et le cinq septembre, le Conseil de communauté s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe GUILLOT-VIGNOT.

Date de convocation : 29 août 2019

Nombre de membres en exercice : 34 – Nombre de présents : 22 – Nombre de votants : 28

Etaient présents : Gérard BOUVIER, Patrick MÉANT, Madeleine PLATHIER, Béatrice MASSON, Yves MEYER, Nathalie PELLET, Francis SIGOIRE, Andrée RACCURT, François DROGUE, Marie-Hélène GRANDCOLIN, Gérard RAPHANEL, Marie-Hélène TROSSELY, Carine COUTURIER, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Jean-Christophe PEGUET, Bernard SIMPLEX, Romain DAUBIÉ, Bertrand GUILLET, Nathalie MONDY, Josette SAVARINO, Patrick BATTISTA, Marc GRIMAND,

Etaient représentés : Fabrice BEAUVOIS ayant donné pouvoir à Andrée RACCURT, Danielle BOUCHARD ayant donné pouvoir à Bernard SIMPLEX, Jacky BERNARD ayant donné pouvoir à Nathalie MONDY, Monique BERNELIN ayant donné pouvoir à Bertrand GUILLET, Christian PRADIER ayant donné pouvoir à Romain DAUBIÉ, Patricia ARRIAZA-OLMO ayant donné pouvoir à Patrick BATTISTA,

Etaient excusés : Daniel BOUCHARD, Christiane GUERRERO, Nathalie VAUDAN, Jean-Louis GAGNEUX, Daniel CHABERT, Michel LEVRAT,

Secrétaire de séance : Patrick BATTISTA.

PRESENTATION DE L'EVENEMENT « TOUS A VELOS »

Par Madame Yasmine SAHL, Chargée de mission Développement du territoire.
Support annexé au présent compte rendu

PRESENTATION DES CHIFFRES DE L'EMPLOI

Par Monsieur Yann DELERCE, Chef de pôle Développement du territoire.
Support annexé au présent compte-rendu.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Le Président propose la désignation de Monsieur Patrick BATTISTA comme secrétaire de séance.
Le conseil de communauté, à l'unanimité des membres présents :

✚ **DESIGNE** Monsieur Patrick BATTISTA comme secrétaire de séance.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 4 JUILLET 2019

Le Président soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du 6 juin 2019.

Mme Andrée RACCURT relève une erreur de copier-coller en page 3 – Modalités d'accès aux stations vélos « La Côte », « Valbonne » et « Cap & Co » : supprimer la phrase « Monsieur le Vice-Président en charge des déchets expose que la commune de Béligneux a sollicité la ».

Sous réserve de cette modification à apporter, le conseil de communauté, à l'unanimité :

✚ **APPROUVE** le compte-rendu tel qu'il lui a été présenté.

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE / ANNEE 2018

Monsieur le Vice-Président rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil de communauté, après en avoir délibéré à 24 voix pour (la commune de Béligneux ne prenant pas part au vote) :

✚ **ADOpte** le rapport 2018 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,

✚ **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération,

✚ **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr,

✚ **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF / ANNEE 2018

Monsieur le Vice-Président rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.





Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil de communauté, après en avoir délibéré à l'unanimité :

-  **ADOpte** le rapport 2018 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
-  **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
-  **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
-  **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

CONVENTION QUADRIpartite CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'AIN / 3CM / COMMUNE DE LA BOISSE / COMMUNE DE MONTLUEL / AMENAGEMENT DU CARREFOUR GIRATOIRE DE LA RD 1084 ET DE LA RD 61A

Monsieur le Président rappelle que la 3CM est compétente en matière de développement économique.

A ce titre, cette dernière a décidé d'aménager un giratoire au carrefour de la RD1084 et de la RD61a afin de désenclaver le site de la Sté CARRIER.

Outre le désengorgement de l'accès au site Carrier, l'opération a également pour objets principaux l'amélioration de la fluidité des flux de véhicules, le remplacement des encoches bus du Conseil Départemental sur voie, et la création d'un cheminement mode doux qui permettra la traversée de la totalité du giratoire en sécurité, ainsi que l'accès à l'Agence Routière du Département.

Le projet consiste à créer un rond-point de forme oblong en lieu et place du carrefour de la RD n°61A, de la RD n°1084, de l'ancienne route de Thil et du chemin des Albanières, à Montluel. La gestion actuelle du carrefour est assurée par des feux tricolores avec des voies de tourne-à-gauche. La complexité des raccordements de voirie rend peu lisible ce nœud routier. En outre, l'analyse du trafic routier met en évidence un fort pourcentage de poids lourds sur cet axe.


Les travaux de voirie et de réseaux divers, établis suivant les prescriptions des Services des Routes du Conseil Départemental de l'Ain, ont été attribués au groupement d'entreprises EIFFAGE TP (mandataire)/BRUNET TP, dans le cadre d'un marché subséquent de l'accord-cadre multi-attributaires de travaux de VRD de la 3CM, pour un montant de 844 320,43 € HT, soit 1 013 184,52 € TTC.

Les communes de LA BOISSE et de MONTLUEL ont délégué par délibération leur Maîtrise d'Ouvrage à la 3CM, pour la réalisation des travaux qui dépendent de leurs compétences propres (Eaux Pluviales, Eau Potable, enfouissement des réseaux électriques aériens – les travaux d'éclairage public ayant été pris financièrement en charge directement par les communes, sous pilotage technique de la 3CM).

Dans ce cadre, Monsieur le Président sollicite l'autorisation du Conseil Communautaire pour signer une convention quadripartite Conseil Départemental de l'Ain / 3CM/ Commune de La Boisse / Commune de Montluel, jointe en annexe, qui définit les conditions administratives, techniques et financières de l'ensemble des travaux d'aménagement du giratoire.

La participation financière du Département de l'Ain s'élève à 173 000 € (sans taxe).

Au vu de ces éléments, le conseil de communauté, après avoir délibéré, et à l'unanimité :

-  **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention quadripartite avec le Conseil Départemental de l'Ain, la commune de La Boisse et la commune de Montluel, relative aux conditions administratives, techniques et financières des travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RD 1084 (du PR 11+110 au PR 11+160) et la RD 61A (du PR 0 au PR 0+40).

ACQUISITIONS FONCIERES / PARCELLES ZI N°51 A 63 SISES SUR LA COMMUNE NIEVROZ ET AH N°762 SISE SUR LA COMMUNE DE LA BOISSE AU PROFIT DE LA 3CM PAR LA SOCIETE APRR / PROJET DE CASERNE DU SDIS 01

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel, dans le cadre de sa compétence « équipements du SDIS 01 », a lancé les études de mise à disposition d'un foncier auprès du SDIS01, situé sur la commune de Niévroz (parcelle ZI N°13).

L'Etat, propriétaire de ce foncier, est lié au Département de l'Ain par une convention de mise à disposition gracieuse, pour permettre la mise en place d'un dépôt de matériaux, géré par l'Agence de La Boisse du Service des Routes de l'instance départementale.

La 3CM s'est engagée auprès des Services de la Préfecture de l'Ain à trouver une solution de relocalisation de ce dépôt de matériaux, sur une zone située en proximité immédiate, dans des conditions techniques *a minima* identiques.

Une zone a été identifiée par l'ensemble des parties concernées (Service des Routes du Département de l'Ain, commune de Niévroz et 3CM). Située à quelques dizaines de mètres du site existant, et accessible par le giratoire de la RD 61b / RD 84, cette dernière repose sur des parcelles actuellement en cours de mise à jour dans le cadre du DPAC de l'Autoroute A42 (Masses foncières N°15 et N°17).

La surface nécessaire au projet, arpentée par le Cabinet PLANTIER, Géomètre-Expert, est de 10 320 m².

L'EPCI a demandé à la Société APRR de bien vouloir autoriser une occupation temporaire de ces parcelles afin que les travaux d'aménagement de la plateforme puissent démarrer au cours de l'été 2019, ce qui lui a été accordé. Le conseil communautaire a autorisé Monsieur le Président à signer une convention d'occupation provisoire par délibération en date du 4 juillet 2019. Les travaux d'aménagement de la plateforme de stockage ont été réalisés durant l'été 2019 par le groupement d'entreprises EIFFAGE TP (mandataire) / BRUNET TP pour un montant de 33 631,50 € HT, soit 40 357,80 € TTC, dans le cadre d'un marché subséquent de l'accord-cadre multi-attributaires de travaux de VRD établi par la 3CM.

Il s'agit présentement de procéder maintenant à l'acquisition par la 3CM des parcelles concernées appartenant à la Sté APRR, et d'autoriser Monsieur le Président à signer la Promesse Unilatérale d'acquisition, dont le projet est joint à la présente délibération.


Le prix d'achat, convenu à 1,10 €/m², est conforme aux avis rendus par le Service de France Domaine en date des 24 et 25 avril 2019.

Le coût total d'acquisition, d'un montant de 11 352 €, a été inscrit au Budget 2019 de la 3CM, ainsi que les frais notariés attenants, à charge de la 3CM. Le dossier est confié à l'étude de Maître LAGRANGE, notaire à Montluel.

Une convention d'occupation provisoire de ce tènement, à titre gracieux, sera signée entre la 3CM et le Département de l'Ain, au plus tard en fin d'année 2019, pour permettre une mise à disposition auprès du Service des Routes du Département, dès le 1^{er} janvier 2020.

Entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

 **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la Promesse Unilatérale d'acquisition avec la Sté APRR, pour l'achat des parcelles ZI n°51 à 63, sur la commune de Niévroz, et AH n°762, sur la commune de La Boisse.

ACQUISITION FONCIERE / PARCELLE ZI N°13 SISE SUR LA COMMUNE DE NIEVROZ AU PROFIT DE LA 3CM PAR L'ETAT / PROJET DE CASERNE DU SDIS 01

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel est compétente au niveau des « équipements du SDIS 01 », ainsi qu'en terme de développement économique.

Dans ce cadre, cette dernière a lancé les études de mise à disposition d'un foncier auprès du SDIS01, situé sur la commune de Niévroz, sur une partie de la parcelle ZI N°13, d'une part, et d'extension de la ZA des Cèdres Bleus, sur la surface restante de la parcelle, d'autre part.

L'Etat, propriétaire de ce foncier, est lié au Département de l'Ain par une convention de mise à disposition gracieuse, pour permettre la mise en place d'un dépôt de matériaux, géré par l'Agence de La Boisse du Service des Routes de l'instance départementale.

Aussi, la 3CM s'est attachée à trouver une solution de relocalisation de ce dépôt de matériaux, sur une zone située en proximité immédiate, à quelques dizaines de mètres du site existant, et accessible par le giratoire de la RD 61b / RD 84.

Pour ce faire, une délibération a été prise en séance du conseil communautaire du 5 septembre 2019 afin d'autoriser Monsieur le Président à signer la Promesse Unilatérale d'acquisition des parcelles ZI n°51 à 63, sur la commune de Niévroz, et AH n°762, sur la commune de La Boisse, appartenant actuellement à la Sté APRR.

Une convention d'occupation provisoire de ce tènement, à titre gracieux, sera signée entre la 3CM et le Département de l'Ain, au plus tard en fin d'année 2019, pour permettre une mise à disposition auprès du Service des Routes du Département, dès le 1^{er} janvier 2020.

La 3CM s'est assurée également auprès du SCOT BUCOPA de la faisabilité de l'extension de la ZA des Cèdres Bleus. Un avis favorable devrait être rendu par le Bureau du SCOT dans le courant du mois de septembre.


Le prix d'achat total de la parcelle ZI N°13 dans son intégralité, d'une surface de 21 940 m², convenu à 125 060,00 € HT, est conforme à l'avis rendu par le Service de France Domaine en date du 18 juin 2019.

Ce coût total d'acquisition a été inscrit au Budget 2019 de la 3CM, ainsi que les frais d'actes, qui seront à la charge de la communauté de communes.

En application des articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme, la Communauté de Communes a confirmé l'exercice de son droit de priorité, dans un courrier en date du 24/07/2019, co-signé par Monsieur le Maire de la Commune de Niévroz et Monsieur le Président, en réponse au courrier envoyé par la DGFIP en date du 4 juillet 2019, définissant les modalités de cession par l'Etat.

Un arpentage de la parcelle ZI N°13 sera réalisé par le Cabinet PLANTIER, Géomètre-Expert, en fin d'année 2019, afin de délimiter la parcelle nécessaire au projet du SDIS 01 (surface d'environ 8744 m²).

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

 **AUTORISE** le Président à procéder à l'acquisition de la parcelle ZI N°13, sise sur la commune de Niévroz, et à signer toutes les pièces administratives relatives à cet achat.

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AUX ETUDES PRELIMINAIRES POUR LA SUPPRESSION DU PN N°19 DE BALAN SUR LA RD 84 ET LA CREATION D'UN PONT-ROUTE / REGION AURA / DEPARTEMENT DE L'AIN / 3CM / SNCF RESEAU

Monsieur le Président rappelle que le passage à niveau n°19 sis sur la RD84 à Balan franchit la voie SNCF Lyon-Ambérieu, et supporte un trafic poids-lourds quotidien de 350 camions.

Si de nombreux et fréquents incidents matériels (bris de barrières) se produisent, le territoire ne déplore, pour l'instant, qu'un seul accident mortel depuis plus de 20 ans.

La nécessité de supprimer ce passage à niveau a déjà été étudiée au début des années 2000 et a fait l'objet de réunions de concertation : le principe retenu était celui d'un franchissement supérieur par un pont-route car les gabarits des poids-lourds qui livrent le complexe chimique KEM ONE et les engins militaires (porte-char Leclerc) du camp de la Valbonne ne permettent pas la réalisation d'une trémie souterraine, dont le coût serait prohibitif.

Bien que l'arrivée du projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL) avait finalement stoppé les réflexions en l'état, dans l'attente de la programmation financière et technique en résultant, plusieurs arguments concourent aujourd'hui à ce dossier :

- La suppression du PN 20 à la Valbonne achevée en décembre 2017 reporte le trafic des convois militaires lourds sur le PN 19 ;
- Le site KEM ONE classé SEVESO seuil haut projette un développement de ses activités à court terme sur 18 Ha de foncier contigu dont il est propriétaire. Ces terrains bordent leur site actuel dans sa partie Est, et sont classés en zone Ux. Cette extension augmentera le flux de poids-lourds existant ;

- La Carrière ARG, quant à elle, a fait agréer l'agrandissement de son site de Balan sur 10 Ha en partie Ouest du site KEM ONE, et utilise le chemin du Bichoux pour rejoindre le PN19 ;
- L'initiative de la Région AURA au titre d'un Pacte avec l'Etat, SNCF Réseau et le Département pour supprimer ou améliorer les passages à niveau les plus dangereux, offre la perspective d'un financement complémentaire, non encore défini à ce jour ;
- Le Département de l'Ain et SNCF Réseau, dans le cadre d'une réflexion sur la suppression des passages à niveau dans l'Ain, ont classé en priorité 2 la suppression du PN 19 (après celle du PN 34 à Saint Denis en Bugey) ;
- La Communauté de Communes de la Côtière à Montluel, dans le cadre de ses compétences « développement économique » et « aménagement du territoire », souhaite faciliter et sécuriser l'accès au site de la Sté KEM ONE, sachant que cette entreprise a une activité industrielle classée « **Seveso** », **seuil haut**;
- La 3CM souhaite également, dans le cadre de sa compétence « autorité organisatrice de la mobilité », développer sur son territoire les transports alternatifs, et notamment les modes doux et leur sécurisation.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, dans le cadre du Pacte sur la sécurisation des PN qu'elle a élaboré, les trois gestionnaires d'infrastructures, le Département, SNCF Réseau et la 3CM, souhaitent donc supprimer ce passage à niveau et rétablir les fonctionnalités routières par un pont route au-dessus des voies ferrées sur la RD84.

La convention de financement jointe à la présente délibération, **qui annule et remplace la délibération N°2019/01/03 du 24 janvier 2019**, a pour objet de définir le contenu des études et des travaux à réaliser, les modalités d'exécution et de suivi des études, l'assiette de financement et le plan de financement, et les modalités de versement des fonds.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sur le périmètre routier sera assurée par le Département de l'Ain, qui pilotera l'ensemble des études et des procédures réglementaires ou foncières attenantes (il est à noter que la 3CM est déjà à ce jour propriétaire d'un certain nombre de parcelles concernées par l'opération).

L'opération comprend les aménagements suivants :

- Construction d'un passage supérieur franchissant la voie ferrée ;
- Réalisation des rampes d'accès à cet ouvrage ;
- Rétablissement des voies de desserte adjacentes.

L'estimation prévisionnelle des études est de 110 000 € HT, répartie de la manière ci-dessous :

- 50% pour SNCF Réseau, soit 55 000 €
- 25% pour la Région, soit 27 500 €
- 12,5% pour le Département de l'Ain, soit 13 750 € (+ l'avance de la totalité de la TVA)
- 12,5% pour la Communauté de Communes de la Côtière de Montluel (3CM), soit 13 750 €

La maîtrise d'ouvrage sur le périmètre ferroviaire sera assurée par SNCF Réseau.

L'estimation prévisionnelle des études sur le périmètre ferroviaire est de 30 000 €, répartie de la manière ci-dessous :

- 50% pour SNCF Réseau, soit 15 000 €
- 25% pour la Région, soit 7 500 €
- 12,5% pour le Département de l'Ain, soit 3 750 €
- 12,5% pour la Communauté de Communes de la Côtière de Montluel (3CM), soit 3 750 €

Le plan de financement des études, tout financement confondu (soit 140 000 €) est le suivant :

- 50% pour SNCF Réseau, soit 70 000 €
- 25% pour la Région, soit 35 000 €
- 12,5% pour le Département de l'Ain, soit 17 500 €
- 12,5% pour la Communauté de Communes de la Côtière de Montluel (3CM), soit 17 500 €

Ce montant de 17 500 € sera porté au Budget Général 2019 de la 3CM, en section d'Investissement, Fonction N°822, Opération N° 589, Article N°2130.

La durée prévisionnelle de réalisation des études, routières et ferroviaires est de 18 mois à compter de l'ordre de lancement des études par le Département.

Le début des travaux pourrait intervenir à compter du second trimestre 2023.

Au vu de ces éléments, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

✚ **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention de financement relative aux études préliminaires pour la suppression du PN n°19 de Balan sur la RD 84 et la création d'un pont-route entre le Département de l'Ain, SNCF Réseau, la Région Auvergne Rhône-Alpes et la 3CM,

✚ **DIT** que la délibération n°2019/01/03 du 24 janvier 2019 est annulée.

RUE DES CHARTINIÈRES / TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX AERIENS (ELECTRIQUE / BASSE TENSION, ET RESEAU DE TELECOMMUNICATION) / PLAN DE FINANCEMENT , PHASE APD / SIEA

Monsieur le Président rappelle que, dans le cadre d'une réflexion globale menée sur la requalification des zones d'activités de la 3CM et le développement des modes doux sur le territoire, les travaux d'aménagement des accotements de la Rue des Chartinières ont été inscrits au Plan Pluriannuel d'Investissement établi par le conseil communautaire en 2015, PPI remis à jour en 2019.

Le programme de requalification des accotements de la Rue des Chartinières sera réalisé en trois phases, sur les années 2020 et 2021, avec pour objectifs de créer des itinéraires modes doux sécurisés, d'améliorer l'attractivité du territoire, et en particulier de la zone d'activités, de faciliter les déplacements pour tous au sein de la zone d'activités (PL, VL, modes doux), et d'anticiper l'avenir quant au développement des modes doux, et des nouvelles façons de se déplacer.

Les travaux se composent de prestations bien identifiées à savoir, principalement l'enfouissement des réseaux aériens (réseau électrique Basse Tension, et réseau de télécommunication), le busage des fossés, la création de trottoirs et de cheminements mode doux, sécurisés par la mise en œuvre d'espaces végétalisés, la reprise des accès des entreprises riveraines, le franchissement de l'ouvrage d'art qui passe par-dessus l'A42, avec création d'un espace piéton sécurisé.

Les travaux de la Phase 1 seront réalisés au cours de l'année 2020, entre le giratoire de la Paix et le giratoire de la Plaine pour les travaux de surface, et sur toute la Rue pour les travaux d'enfouissement des réseaux électrique et téléphonique.

Les travaux de la Phase 2 seront programmés dans le 1^{er} semestre 2021, entre le giratoire des Princes et le Chemin Gillard (avant le pont SNCF).

Les travaux de Phase 3 seront programmés 2^{ème} semestre 2021, entre le Giratoire de la Plaine et le giratoire des Princes (avec le franchissement de l'A42, sur l'ouvrage d'art).

Les études AVP des aménagements de surface ont été réalisées par le Pôle Infrastructures de la 3CM, accompagné par la Sté AZIMUT Project, titulaire d'un accord-cadre de prestations BET VRD/Topo.

A la demande de la commune de Dagneux et de la 3CM, le SIEA – Syndicat Intercommunal d'Electricité et de e-communication de l'Ain - a procédé quant à lui aux études APD des travaux liés à sa compétence, par délégation de la commune, à savoir ceux qui concernent l'enfouissement des réseaux électrique et téléphonique.

Le conseil communautaire a délibéré un plan de financement APD le 7 mars dernier. Depuis, il a été nécessaire de réaliser une étude complémentaire incluant des travaux d'enfouissement d'une ligne électrique aérienne HTA, ainsi que des travaux complémentaires sur le réseau de télécommunication.

Les plans de financement APD issus de ces études, joints à la présente délibération, font au final apparaître un **restant à charge** de la 3CM de :

Pour l'enfouissement du réseau électrique Basse Tension et HTA :	35 859 €
Pour l'enfouissement du réseau de télécommunication :	71 400 €

Soit, un montant total de **107 259 €**




Cette somme sera inscrite au BP 2020.

Les travaux d'enfouissement de l'éclairage public, de compétence communautaire car situés en zone d'activités, seront réalisés directement par la 3CM, dans le cadre de sa maîtrise d'ouvrage globale des aménagements.

Les travaux seront réalisés parallèlement, en coordination, sous couvert du Service Infrastructures de la 3CM.

Au vu de ces éléments, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

DECIDE


-  **D'ANNULER** la délibération n°2019/03/24 du 7 mars 2019,
-  **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les Plans de financements APD du SIEA des travaux d'enfouissement du réseau électrique et du réseau de télécommunication de la Rue des Chartinières, pour un montant global de 107 259 €,
-  **D'AUTORISER** Monsieur le Président à engager ces dépenses sur le Budget Général de l'année 2020.

REMBOURSEMENT DES FRAIS DE SCOLARITE A LA COMMUNE DE LA BOISSE / AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Lors de la mise en service de l'aire d'accueil des gens du voyage, la communauté de communes a pris l'engagement de participer aux frais scolaires engagés par la commune de La Boisse pour les enfants accueillis dans ses écoles.

Pour l'année 2018/2019, le nombre d'enfants est de 22. La participation s'élève à : 990 €.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, et à 24 voix pour (la commune de La Boisse ne prenant pas part au vote) :

-  **AUTORISE** le remboursement des frais de scolarité à la commune de La Boisse, pour un montant de 990 €.

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR / AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Monsieur le Vice-Président rappelle que, par délibération en date du 11 septembre 2013, le conseil communautaire a adopté le règlement intérieur de l'aire d'accueil des gens du voyage située sur la commune de la Boisse ainsi que les tarifs à appliquer.

Il rappelle également que, par délibération en date du 6 avril 2017, le tarif de l'eau a été augmenté à 2,57 €/m³, avec une mise en application à compter du mois de mai 2017.

Le règlement a aussi été modifié par délibération en date du 6 juillet 2017 pour :

- Mettre à jour les horaires d'accueil du public,
- Apporter des précisions sur l'occupation de l'emplacement réservé à des occupants présentant un handicap,

- Préciser les conditions de détention des chiens susceptibles d'être dangereux, au regard de l'article de L.211-11 à L.211-16 du code rural,
- Compléter les sanctions, en cas de manque de respect envers le personnel de l'aire.

Puis, par délibération en date du 6 juin 2019, l'article n°4 du règlement a été conforté juridiquement, en complétant les modalités de mise en œuvre de la procédure de fin d'occupation, notamment par voie d'huissier si nécessaire, à la charge des usagers.

Il s'agit, aujourd'hui, de compléter à nouveau l'article n°4 sur la partie relative à la gestion des déchets, et notamment les modalités d'accès à la Déchetterie du Moulin, gérée par la 3CM.

En effet, le 8^{ème} paragraphe de l'Article 2 du **Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 définissant les conditions d'accueil des gens du voyage prévoit de mettre à leur disposition** « un accès au service de collecte des encombrants et à la déchèterie dans les conditions prévues pour ses habitants par la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale. »

Il s'agit donc dans cette modification du règlement de préciser ces conditions.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

 **APPROUVE** les modifications de l'article 4 – Gestion des déchets - du règlement intérieur de l'aire d'accueil des gens du voyage.

MISE EN PLACE DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE / ZAE ECOPARC COTIERE (ZAC DES GOUCHERONNES)

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel est compétente en matière de développement économique.

A ce titre, elle souhaite réaliser un projet d'aménagement de la Zone « les Goucheronnes » sur la commune de La Boisse pour un ensemble d'environ 18,5 ha à usage d'activités tertiaires, artisanales, industrielles, logistiques et services, afin d'accueillir à terme des entreprises et de favoriser le développement économique.

Ainsi, la 3CM, par délibération n°2016/01/01 en date du 13 janvier 2016, a sollicité l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de La Boisse et d'une enquête parcellaire.

En outre, pour réaliser ce projet, la 3CM a signé une convention de concession avec le groupement ECOPARC COTIERE le 9 juin 2017.

Par délibération n°2018/05/81 du 3 mai 2018, le conseil de communauté a approuvé le dossier de création de la zone d'activités.

Par ailleurs, une demande d'autorisation environnementale a été présentée le 16 juillet 2018 et complétée en dernier lieu le 19 septembre 2018 par la société ECOPARC COTIERE en vue d'obtenir une autorisation environnementale (volet loi sur l'eau et dérogation espèces protégées) visée à l'article L.181-1 1° du code de l'environnement, dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC « les Goucheronnes » sur le territoire de la commune de La Boisse. Un avis tacite réputé sans observation a été donné sur cette étude d'impact par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 25 novembre 2018.

Après examen au cas par cas, la MRAE a décidé, en date du 16 janvier 2019, de ne pas soumettre à évaluation environnementale, le projet de mise en compatibilité du PLU de la commune de La Boisse dans le cadre du dossier de DUP jointe au dossier d'enquête publique.

Dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU de la commune de La Boisse, la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées s'est tenue le 11 avril 2019.

Conformément aux dispositions des articles R.123-1 et suivants du code de l'environnement et considérant que ces enquêtes portent sur le même projet d'aménagement de la ZAC « Les Goucheronnes », la 3CM a sollicité auprès de Monsieur le Préfet, le 18 juin 2019, la mise en œuvre d'une enquête publique unique regroupant :

- Une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de La Boisse,
- Une enquête publique préalable à l'autorisation environnementale visée à l'article L.181-1-1° du code de l'environnement, volets loi sur l'eau et dérogation au titre de la destruction d'espèces et milieux protégés ;

Et une enquête parcellaire menée conjointement.



Vu l'arrêté préfectoral DAEU n°01-2018-00148 en date du 4 juillet 2019,

L'enquête publique unique se déroulera de la manière suivante :

- Elle sera menée conjointement pendant 33 jours, soit du 23 septembre à 9h au 25 octobre 2019 à 17h,
- L'ensemble des dossiers seront mis à la disposition du public :
 - En mairie de LA BOISSE aux jours et heures habituels d'ouverture,
 - Dans un registre numérique disponible sur la plateforme électronique mise en place pour l'enquête unique à l'adresse suivante : <https://registre-numerique.fr/zac-goucheronnes>
 - Sur un poste informatique disponible au bureau de l'aménagement, de l'urbanisme et des installations classées de la Préfecture de l'Ain, sur rendez-vous (informations relatives à l'enquête publique unique consultables sur le site internet de la Préfecture de l'Ain à l'adresse : <http://www.gouv.fr/declarations-d-utilite-publique-r515.html>). Le public sera informé de cette mise à disposition par un avis mis en ligne sur le site internet de la Communauté de Communes, dans la rubrique « annonces légales » de la presse locale ainsi que par un affichage à son siège et en mairies de LA BOISSE, DAGNEUX, MONTLUEL et NIEVROZ,
- Les observations et propositions du public peuvent être formulées :
 - Soit auprès de Monsieur Hervé REYMOND, désigné en qualité de commissaire-enquêteur à la mairie de La Boisse, soit par courrier, soit lors de ses permanences :
 - Lundi 23 septembre 2019 de 9h00 à 12h00,
 - Samedi 5 octobre 2019 de 9h00 à 12h00,
 - Jeudi 17 octobre 2019 de 15h30 à 18h30 ;
 - Vendredi 25 octobre 2019 de 14h00 à 17h00.
 - Soit sur le registre d'enquête déposé pendant la durée de l'enquête en mairie de La Boisse aux jours et heures habituels d'ouverture,
 - Soit par voie électronique sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : zac-goucheronnes@mail.registre-numerique.fr.

Au vu de ces éléments, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

DECIDE

-  **D'APPROUVER** les modalités de la consultation du public,
-  **D'HABILITER** Monsieur le Président à organiser cette consultation et à assurer l'exécution de la présente délibération.
- **AUTORISE** Monsieur le Président :
 - À effectuer toutes les procédures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
 - À signer toutes les pièces nécessaires à ce dossier,
- **DIT** que l'enquête publique sera menée conjointement par la commune et la 3CM, portant à la fois sur l'intérêt général et la mise en compatibilité du PLU.

Par délibération en date du 7 juin 2018, la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel (3CM) a défini sa politique locale du commerce. Parmi les actions d'intérêt communautaire retenues figurent notamment « Tout dispositif d'accompagnement et d'aides, financières ou non, à la création, la reprise, le développement des activités commerciales ».

Par la délibération du 5 juillet 2018, le Conseil Communautaire a approuvé la mise en place d'une aide au développement des petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente, en finançant leurs investissements. À travers ce dispositif, l'EPCI souhaite participer à la revitalisation commerciale des centres villes et bourgs-centres des Communes du territoire. Les établissements éligibles pourront bénéficier d'une aide à hauteur de 20 % des dépenses éligibles plafonnées à 5 000 € de subvention.

Cette aide permet également à l'établissement subventionné de bénéficier du dispositif ad hoc de la Région Auvergne Rhône-Alpes à hauteur de 20 % des dépenses éligibles pour un plafond de 10 000 € de subvention.

La SARL L'ETABLI se situe 120 Grande Rue à Montluel depuis février 2018. Des travaux d'embellissement de la façade principale et de la partie réservée à recevoir la clientèle ont été réalisés pour l'ouverture du salon de coiffure.

L'entreprise souhaite désormais procéder à la rénovation de l'arrière-boutique (isolation, électricité, plomberie) et au rafraîchissement de la façade non principale du local (peinture, reprise des fissures). Le montant de ces travaux de rénovation est de 18 639 € HT.


Dans le cadre de son projet et conformément au règlement du dispositif, l'entreprise a sollicité auprès de la 3CM une subvention d'un montant de 3 728 €, correspondant à un taux de 20 % des dépenses éligibles. Dans le même temps, l'entreprise a également déposé un dossier de demande de subvention auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, pour obtenir une aide financière complémentaire d'un montant équivalent.

Pour rappel, le dossier de demande de subvention commun 3CM / Région est instruit par la chambre consulaire compétente, à savoir la CMA de l'Ain dans ce cas.

En contrepartie de cette aide financière, la SARL L'ETABLI s'engage à placer sur sa vitrine et de manière à être visible depuis l'extérieur une vitrophanie (15x15cm) qui lui sera fournie par la 3CM.

La Commission Développement Economique réunie en date du 20 juin 2019 a émis un avis favorable au versement de cette subvention.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

 **ACCORDE** à la SARL L'ETABLI une subvention d'un montant de 3 728 €, sur présentation des factures acquittées, correspondant aux travaux décrits dans le dossier de demande de subvention.

AUTORISE le Président à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette présente délibération.

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA PEPINIERE D'ENTREPRISES NOV & CO

La Communauté de Communes de la Côtère à Montluel (3CM) est compétente en matière de développement économique et mène en particulier une politique active de soutien à l'entrepreneuriat. Aussi, elle gère la Pépinière d'entreprises NOV & CO destinée à soutenir les jeunes entreprises.

Il est proposé au conseil communautaire d'actualiser les tarifs mis en place par la délibération n°2018/10/143 qui sont appliqués aux utilisateurs de NOV & CO.

Les prix ci-après sont indiqués en euros hors taxe, auquel il convient de rajouter le taux de TVA en vigueur au moment de la facturation (20 % actuellement).

LES BUREAUX

Le montant des redevances mensuelles est précisé dans le tableau ci-dessous. Le coût des charges (fluides, entretien des parties communes, maintenance du bâtiment...) est inclus dans la redevance et ne donnera pas lieu à une régularisation annuelle.

	Surface	Dépôt de garantie	Année 1 (10 € HT / m²)	Année 2 (12,5 € HT / m²)	Année 3 (15 € HT / m²)	Année 4 (20 € HT / m²)
Bureau 1	13,5 m²	250 €	135,00 €	168,75 €	202,50 €	270,00 €
Bureau 2	12,0 m²	250 €	120,00 €	150,00 €	180,00 €	240,00 €
Bureau 3	12,3 m²	250 €	123,00 €	153,75 €	184,50 €	246,00 €
Bureau 4	12,1 m²	250 €	121,00 €	151,25 €	181,50 €	242,00 €
Bureau 5	16,1 m²	250 €	161,00 €	201,25 €	241,50 €	322,00 €
Bureau 6	16,0 m²	250 €	160,00 €	200,00 €	240,00 €	320,00 €
Bureau 7	12,0 m²	250 €	120,00 €	150,00 €	180,00 €	240,00 €

Le Bureau 7 est situé à l'espace de coworking TiersMix. Bien que l'entreprise ne sera pas physiquement présente à NOV & CO, elle bénéficiera du même accompagnement que les entreprises situées à la Pépinière d'entreprises et y accèdera dans les mêmes conditions.

LES ATELIERS

Le montant des redevances mensuelles des ateliers est précisé dans le tableau ci-dessous. Les consommations des fluides (eau, gaz, électricité) donneront lieu au versement d'une avance sur charges et seront régularisées annuellement en fonction de la consommation réelle des entreprises. Le coût des autres charges, en particulier l'entretien des parties communes et la maintenance du bâtiment, est inclus dans la redevance et ne donnera pas lieu à une régularisation annuelle.

	Surface	Dépôt de garantie	Année 1 (4 € HT / m²)	Année 2 (5 € HT / m²)	Année 3 (6 € HT / m²)	Année 4 (8 € HT / m²)	Avance sur charges (HT)
Atelier 1	73,8 m²	500 €	295,20 €	369,00 €	442,80 €	590,40 €	220 €
Atelier 2	73,1 m²	500 €	292,40 €	365,50 €	438,60 €	584,80 €	220 €
Atelier 3	59,8 m²	500 €	239,20 €	299,00 €	358,80 €	478,40 €	175 €
Atelier 4	59,8 m²	500 €	239,20 €	299,00 €	358,80 €	478,40 €	175 €
Atelier 5	169,3 m²	1 000 €	677,20 €	846,50 €	1 015,80 €	1 354,40 €	510 €
Atelier 6	113,3 m²	750 €	453,20 €	566,50 €	679,80 €	906,40 €	340 €
Atelier 7	101,8 m²	750 €	407,20 €	509,00 €	610,80 €	814,40 €	300 €
Atelier 8	101,7 m²	750 €	406,80 €	508,50 €	610,20 €	813,60 €	300 €

SALLE DE REUNION

La salle de réunion pourra être louée à des partenaires ou des entreprises extérieures, au prix de 50 € HT pour une demi-journée (3 heures), et 75 € HT au-delà.

LA DOMICILIATION

La Pépinière pourra proposer un service **de domiciliation commerciale** pour les entreprises extérieures au programme NOV & CO, facturé 40 € HT / mois.

Cette facturation sera portée à 100 € HT / mois si l'entreprise domiciliée souhaite utiliser l'espace partagé au 1^{er} étage.

Ce service inclura la possibilité de louer la salle de réunion à prix réduit : 30 € HT pour une demi-journée (3 heures) et 50 € HT au-delà.

La domiciliation est conditionnée au versement d'un dépôt de garantie de 120 €.

LES IMPRESSIONS

Les **impressions** seront facturées au tarif de 0,03 € HT pour le format A4 en noir et blanc, et 0,10 € HT pour le format A4 en couleur.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

✚ **VALIDE** les différents tarifs proposés.

✚ **AUTORISE** le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la délibération.

DEFINITION DE LA POLITIQUE « SENTIERS DE RANDONNEE » DE LA 3CM / INSCRIPTION AU PDIPR DE L'AIN

Dans le cadre de la révision du Plan Départemental des Itinéraires de Randonnée Pédestre (PDIPR) portée par le Conseil Départemental de l'Ain, la 3CM a réalisé un audit de son réseau d'itinéraires pédestres afin d'identifier les itinéraires d'intérêt départemental pouvant être inscrits. En effet, cette inscription au PDIPR revêt un enjeu majeur pour les territoires en termes de :

- Promotion : en apportant une garantie sur la « qualité » des sentiers et parcours proposés et en déployant des outils de communication à une large échelle ;
- Financement : grâce à un subventionnement de 50 % du Conseil Départemental de l'Ain pour les travaux effectués sur les sentiers, notamment pour la signalétique.

Pour ce faire, au 1^{er} semestre 2019, le Comité Départemental de Randonnées Pédestres (CDRP) a été mandaté pour réaliser cet audit dans le but de :

- Connaître précisément l'état des sentiers et leur intérêt touristique intrinsèque ;
- Identifier les itinéraires pouvant être inscrits dans le PDIPR en proposant un réseau plus lisible ;
- Évaluer le coût des éventuels travaux et acquisitions de matériels à effectuer et optimiser les frais de gestion et d'entretien.

Le nouveau réseau préconisé, approuvé par le Comité de Pilotage du 25 avril 2019 puis individuellement validé par chaque Commune, se compose de 6 itinéraires, pour une longueur totale de 87 kilomètres, contre 10 boucles sur 159 kilomètres pour l'ancien réseau (cf. carte du nouveau réseau en annexe).

Commune de départ	Itinéraire proposé	Longueur	Temps	Niveau de difficulté
Bressolles	Autour de Bressolles Non modifié	4,2 km	1h	Très facile
Dagneux ou Bressolles	Le lac Neyton et le Merdanson Nouveauté	9 km	2h30	Facile
Balan	Entre Lônes et Rhône Modifié	10,5 km	2h40	Facile
Béligneux	Les bois de Béligneux Modifié	12,2 km	3h20	Moyen
La Boisse ou Montluel	Le plateau de la Boisse Modifié	13 km	3h40	Moyen
Montluel, Pizay, Sainte-Croix ou Bressolles	Circuit de la côtière Non modifié	20	5h30	Difficile

Parallèlement à l'analyse du réseau, la 3CM a conduit une réflexion avec les communes quant aux modalités de mise en œuvre de cette compétence. A noter que ce point fera l'objet d'une délibération ultérieure. Néanmoins, il a été acté dès à présent que la 3CM interviendrait uniquement sur les sentiers inscrits au PDIPR.

Par la suite, une mise à jour de la signalétique et de la communication sera effectuée en 2019 & 2020 pour un réseau opérationnel au printemps 2020.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **VALIDE** le réseau de sentiers pédestres proposé ;
- ✚ **AUTORISE** le Président à demander l'inscription de ce réseau au Plan Départemental des Itinéraires de Randonnée Pédestre de l'Ain ;
- ✚ **AUTORISE** le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tout document nécessaire à l'application de la délibération.

REGIE DE RECTTE / TARIFICATION DES PRODUITS VENDUS / OFFICE DE TOURISME

La régie de recettes de l'office de tourisme a été créée par délibération du Conseil communautaire en date du 17 mars 2016. Par la suite, les tarifs des produits vendus ont été actualisés par une délibération en date du 12 Mai 2016.

Il convient aujourd'hui de mettre à jour les tarifs des produits disponibles à la vente, présentés dans le tableau ci-dessous.

Dénomination	Prix de Vente
Cartes postales	0,30 €
Disques zone bleue	2,00 €
Jeu de 5 familles	4 €
Topoguide randonnées Dombes	14 €
Topoguide randonnées Bugey	14 €
Topoguide randonnées Revermont	14 €
Topoguide Ain à vélo	9,80 €
Topoguide Ain à pied	14,70 €
Visites commentées du territoire	2 €
Abonnement annuel station vélo 3CM	15 €
Billetterie ZAC en Scène	
- vendredi soir	18 €
- vendredi soir - 18 ans	12 €
- samedi soir	25 €
- samedi soir - 18 ans	16 €
- forfait 2 jours	35 €
- forfait 2 jours - 18 ans	20 €

Concernant la billetterie de l'événement « ZAC en Scène », l'intégralité des recettes sera reversée à l'association « ZAC en scène » dans son intégralité.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **VALIDE** les tarifs énumérés ci-dessus.
- ✚ **AUTORISE** le Président à signer tous les documents nécessaires à l'application de la délibération.

ACQUISITION DE LA PARCELLE AH N°1077 AU LIEU-DIT « LES FESSES » (DAGNEUX)

La Communauté de Communes de la Côtière à Montluel est compétente en matière de développement économique, entre autres pour l'aménagement de Zones d'Activités Economiques. A ce titre, elle souhaite étendre la ZAE à vocation commerciale localisée au lieu-dit « Les Fesses » sur Dagneux.

Sur un tènement de 1,8 hectares, un projet d'ensemble de 6 000 m² de surface de plancher accueillera des activités commerciales non concurrentielles aux centres-villes proches (achats dits occasionnels : équipements de la maison et de la personne principalement).

Ce site fait l'objet d'une orientation d'aménagement prioritaire (OAP n°16) dans le PLU de la Commune (cf. carte en annexe) et représente la seule extension commerciale actée dans le Schéma de Cohérence Territorial Bugey Plaine de l'Ain Côtière. Or, comme indiqué dans la 7^{ème} enquête sur le comportement d'achat des ménages, réalisé par la CCI de l'Ain, 60 % des dépenses commerciales effectuées par les ménages de la 3CM se font en dehors du territoire.

Il est ainsi proposé au conseil communautaire de procéder aux premières acquisitions foncières et d'acheter l'emprise de la parcelle AH1077 située en zone Uy du PLU, soit environ 1 240 m². La localisation de la parcelle est précisée dans la carte annexée à la délibération.

Le prix convenu est de 35 € HT / m², conforme à l'avis des Domaines en date du 15 avril 2019.

Le portage foncier de l'opération sera réalisé par l'Etablissement Public Foncier de l'Ain qui a validé son intervention lors du Conseil d'Administration en date du 12 Mars 2019. La 3CM signera toutefois le compromis de vente, dans l'attente de l'acquisition finale par l'EPF.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

✚ **DECIDE** de l'acquisition de l'emprise de la parcelle AH1077 située en zone Uy du PLU, soit environ 1 240 m².

✚ **AUTORISE** l'EPF à se substituer à la 3CM pour l'acquisition de ces parcelles.

✚ **AUTORISE** le Président à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette acquisition aux conditions fixées ci-dessus.

ACQUISITION FONCIERE / PARCELLES C N°101 ET 104 SISES SUR LA COMMUNE DE PIZAY / GEMAPI

Vu la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite Loi "MAPTAM"), notamment ses articles 56 à 59 ;

Vu la Loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi "NOTRe"), notamment ses articles 64 et 76 ;

Vu les missions relevant de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) définies à l'article L211-7 du Code de l'environnement et notamment l'item 5° ;

Considérant la nécessité pour la collectivité de pouvoir accéder en tout temps aux ouvrages construits en vue de prévenir les inondations pour assurer leur entretien ainsi que leur maintien en bon état de fonctionnement,

Il est exposé ce qui suit,

Les parcelles C n°101 et C n°104, d'une contenance respective de 14 240 m² et de 15 755 m² sises sur la commune de PIZAY, au lieu-dit « Étang Grillet » présentent un intérêt stratégique pour la 3CM au motif qu'elles sont situées à proximité immédiate de la digue de protection contre les inondations dite de « Bois Grillon ».

De plus, l'acquisition de ces parcelles permettra de créer une piste d'accès permanente à l'ouvrage d'une largeur de 6 mètres afin de conduire des travaux d'entretien ou de restauration de celui-ci le cas échéant.

Les surfaces non affectées à la gestion de l'ouvrage seront maintenues à vocation agricole.

Enfin, à noter qu'elles sont classées en zone naturelle (Np) au titre du Plan Local d'Urbanisme.

Aussi, il est proposé au conseil communautaire de réaliser l'acquisition de ce foncier, soit 29 995 m², au prix de 10 500 €. La valeur de l'acquisition étant inférieure à 180 000 €, l'avis des Domaines n'est pas sollicité.

Il convient de préciser que les frais de notaire seront à la charge de la 3CM.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

✚ **DECIDE** de l'acquisition des parcelles C n°101 et C n°104, localisées au lieu-dit « Étang Grillet » sur la commune de PIZAY, au prix de 10 500 €,

✚ **AUTORISE** le Président à signer l'acte d'acquisition, ainsi que tous les documents nécessaires à la réalisation de cette transaction aux conditions fixées ci-dessus.

CREATION D'UN SYNDICAT MIXTE FERME DU BASSIN VERSANT SEREINE COTTEY AU SENS DE L'ARTICLE L 5711-1 DU CGCT EN APPLICATION DE LA PROCEDURE DE L'ARTICLE L.5212-2 DE CE MEME CODE

Le conseil communautaire,

Vu les articles L. 5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'article L. 5212-2 du CGCT applicable à la création d'un syndicat mixte fermé par renvoi de l'article L. 5711-1 de ce même Code

Vu l'article L. 211-7 du Code de l'environnement

Monsieur le Vice-Président rappelle qu'afin de mettre en œuvre de manière cohérente la politique relative à la compétence GEMAPI définie à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, compétence communautaire obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2018, la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel a engagé, en mars 2017, une étude de gouvernance préalable au transfert de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du bassin versant de la Sereine et du Cottey. Ledit bassin regroupe quatre établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, à savoir les Communautés de communes de la Côtère à Montluel, de la Dombes, de la Plaine de l'Ain et de Miribel et du Plateau.

Cette étude a mis en exergue la nécessité d'organiser une structuration pérenne et cohérente à l'échelle globale du bassin versant de la Sereine et du Cottey afin de garantir des financements, attribués uniquement à des structures de bassin, et de pérenniser l'action publique dans la durée, notamment en raison des enjeux inondations importants sur notre territoire.

Suite aux échanges menés avec les EPCI concernés du bassin versant de la Sereine et du Cottey, il est proposé de créer un syndicat mixte fermé au sens de l'article L. 5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités associant la Communauté de communes de La Côtère à Montluel, et la Communauté de communes de Miribel et du Plateau. Quant à la Communauté de communes de la Plaine et de l'Ain et à la Communauté de communes de la Dombes, elles bénéficieront ponctuellement des services du Syndicat par conclusion de conventions de prestations de services en application de l'article L. 5111-1 du CGCT.

La création du syndicat mixte fermé du bassin versant Sereine et Cottey reposant sur la volonté unanime des 2 EPCI concernés, ces derniers entendent mettre en œuvre la procédure de création de l'article L. 5212-2 du CGCT qui suppose des délibérations concordantes de tous les membres de la future structure syndicale et qui ne requiert pas l'intervention du préfet pour la fixation du périmètre.

Il est donc demandé au conseil communautaire de bien vouloir approuver, en application des articles L.5212-2 et L.5711-1 du CGCT, la création du syndicat mixte fermé du bassin versant Sereine et Cottey.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré à l'unanimité,

✚ **APPROUVE** la création du syndicat mixte fermé du bassin versant Sereine et Cottey et la mise en œuvre de la procédure afférente,

✚ **SOLLICITE** le Préfet de l'AIN aux fins d'adoption d'un arrêté portant création du syndicat et approbation de ses statuts.

ATTRIBUTION DU MARCHE N°2019-GL-12 / RESTAURATION DES BERGES DU CANAL DE MIRIBEL / MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE ET DE REALISATION DES DOSSIERS REGLEMENTAIRES / GEMAPI

Monsieur le Président rappelle qu'un groupement de commandes a été constitué entre la Communauté de communes de la Côtère à Montluel, la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau et la Métropole de Lyon afin de désigner un même opérateur économique en charge notamment du marché de maîtrise d'œuvre et des marchés complémentaires éventuels (levés topographiques, études géotechniques).

Ceci permettant de réduire les coûts en mutualisant les moyens.

Dans le cadre de ce groupement de commandes, la consultation pour le marché précité a été lancée le 30 janvier 2019 pour une remise des offres fixée au lundi 11 mars 2019 à 12 h 00.

La durée du marché est fixée à 6 ans, dont 3 ans liés à la garantie de parfait achèvement (1 an) et la garantie de reprise des végétaux (2 ans).

Le marché porte sur l'ensemble des missions de maîtrise d'œuvre applicables aux travaux suivants :

- La déconstruction de protections de berge en rive gauche,
- Le remodelage et le recul des berges du canal de Miribel en rive droite,
- La restauration et la gestion de la ripisylve en bordure du canal en rive droite,
- La restauration écologique des berges au droit des secteurs à fort enjeu en rive droite.

Les membres de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes se sont réunis le 1^{er} avril 2019 à 14h 00 afin de procéder au choix de la meilleure offre au regard des critères de sélection.

Après présentation du rapport d'analyse des offres et avis de la commission d'appel d'offres, Monsieur le Président propose de retenir le prestataire **BIOTEC Biologie Appliquée**, pour un montant total de 269 175,50 € HT réparti comme suit entre les 3 maîtres d'ouvrage :

	Part du montant total Métropole de Lyon (HT)	Part du montant total CCMP (HT)	Part du montant total 3CM (HT)
Montant HT	54 368,69 €	162 366,65 €	52 440,16 €
Montant TVA	10 873,74 €	32 473,33 €	10 488,03 €
Montant total TTC	65 242,43 €	194 839,98 €	62 928,19 €
% du montant total des travaux	1,20 %	3,58 %	1,15 %
(Coût prévisionnel des travaux pour mémoire)	293 000 € HT	4 086 000 € HT	162 000 € HT

À la suite de cet exposé, le conseil de communauté, après en avoir délibéré à l'unanimité,

✚ **DECIDE** de retenir la proposition du Président et de valider ainsi la décision de la commission d'appel d'offres,

✚ **APPROUVE** les clauses du marché définies ci-dessus, à passer avec le prestataire cité ci-dessus,

✚ **AUTORISE** le Président à signer toutes les pièces nécessaires pour la mise en œuvre de ces prestations,

✚ **AUTORISE** le Président à procéder aux dépenses des crédits inscrits au budget.

VALIDATION DU SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL ET D'HABITAT DES GENS DU VOYAGE DE L'AIN POUR LA PERIODE 2019-2025

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 rend obligatoire la réalisation d'un schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage dans chaque département.

La loi précise également que le schéma doit être révisé tous les six ans.

A noter que le schéma constitue la base de la politique d'accueil et d'habitat relative aux gens du voyage.

Ainsi, le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2019-2015 rappelle l'évolution du contexte juridique à savoir que la compétence « gens du voyage » est désormais exercée de manière obligatoire par les intercommunalités.

En effet, la loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») a renforcé le rôle des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage, en rendant obligatoire la compétence **aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil**, ceci concernant les « aires d'accueil » et les « aires de grand passage ».

Puis, la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté a fait de même en rendant également obligatoire la compétence aménagement, entretien et gestion des **terrains familiaux locatifs**.

Dès lors, le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2019-2025 pour le territoire de la 3^e CM se décline de la manière suivante :

1. Les terrains familiaux locatifs

Il est recommandé de réaliser un diagnostic des besoins et de répondre aux besoins sédentaires des ménages en stationnement prolongé sur les aires d'accueil et sur des terrains en infraction vis-à-vis du code de l'urbanisme. Un décret doit venir préciser les règles applicables à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage de ces terrains. Néanmoins, dans l'attente, la circulaire n° 2003-74 du 17 décembre 2003 sert de référentiel, en termes d'équipements, de taille ou encore de localisation.

Les financements mobilisables pour l'aménagement de terrains familiaux locatifs ou la construction d'opération d'habitat adapté, à ce jour, sont :

Terrain familial locatif :

Etat : 70 % du montant HT des travaux plafonnés à 15 450 € par place caravane (investissement)

Habitat adapté :

Etat et CD : prêts et aides pour le logement locatif social (PLAI – PLAI adapté)

MOUS habitat adapté intercommunale (après l'entrée dans les lieux) :

Etat : 50 % de l'investissement

(dispositifs en 2019, susceptibles d'évoluer)

2. Les aires permanentes d'accueil

Le maintien de l'aire d'accueil des gens du voyage sise sur la commune de la Boisse est obligatoire.

3. Les aires de grand passage

La réalisation d'une aire de 100 places est obligatoire. Mais, la mutualisation avec la CCMP reste possible pour la création d'une ou plusieurs aires totalisant 200 places caravanes, chacun pour moitié. Cet investissement peut être éligible à la DETR.

Il convient de souligner que le décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage indique que les aires de grand passage sont d'au moins 4 hectares. Néanmoins, le schéma estime que les besoins du territoire ne nécessitent pas de réaliser des aires de cette taille, et vaut dérogation préfectorale au titre du décret n° 2019-171 du 5 mars 2019.

Monsieur le Vice-Président en charge des gens du voyage précise que sur la forme, il regrette d'avoir découvert ce projet sans avoir été convoqué à aucun COPIL pour validation.

Certes pour le territoire de la 3CM, les exigences du précédent schéma sont assouplies afin de tenir compte des difficultés et des contraintes à mobiliser du foncier pour réaliser une aire de grands passages.

De plus, la notion de sédentarisation des gens du voyage a été plus fortement inscrite dans ce nouveau plan, et à ce titre, il convient de souligner que cette problématique a déjà été appréhendée sur Niévroz avec l'adoption d'un plan MOUS abouti.

Néanmoins, il est évoqué les incivilités des groupes familiaux qui, aire de grands passages ou pas, se moquent en toute impunité des devoirs civiques de notre nation tels que :

- La chasse lors des périodes interdites,
 - Les destructions volontaires d'installations publiques,
 - Les dépôts sauvages de matériaux contaminés, constatés et non réprimandables,
 - L'irrespect des autorités publiques sur leurs compétences et leurs pouvoirs de polices,
- pour ne citer que quelques exemples.

Et force est de constater :

- Le vol systématique d'électricité et d'eau,
- L'utilisation de l'eau pour le lavage des véhicules en pleine période de restriction en raison de la sécheresse (suivant votre arrêté préfectoral),
- Le déversement des eaux de vidange des machines à laver à même les sols....

La liste serait longue sur le non-respect des droits républicains qui s'imposent à chaque citoyen.

A ce titre, les arguments développés mettent en exergue la situation de « non droit » tolérée pour ces populations.

Monsieur le Vice-Président en charge des gens du voyage et conformément à l'avis du Conseil des Maires en date du 4 septembre 2019, propose au conseil de communauté de s'abstenir lors du vote de ce projet de schéma départemental des gens du voyage.

Au vu de l'exposé ci-dessus, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à 15 voix contre et 13 abstentions :

🚩 **EMET un avis défavorable** sur le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de l'Ain pour la période 2019-2025,

🚩 **EMET un avis défavorable** pour réaliser un diagnostic des besoins au titre des terrains familiaux locatifs.

DECISION MODIFICATIVE N°1 / BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Vu :

- Le code général des collectivités territoriales ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 ;
- La délibération n°2019/04/50 valant approbation du budget annexe de l'assainissement de 2019.

Monsieur le Vice-Président en charge des finances rappelle que la communauté de communes de la Côtière à Montluel s'est portée candidate à l'expérimentation du compte financier unique. En parallèle de cette mesure, l'adoption de la nomenclature M57 impose à l'intercommunalité d'être exemplaire quant à la sincérité et la régularité comptable. Pour ce faire, il y a eu lieu d'apurer la comptabilité des budgets soumis à l'inventaire (intégration, virement poste à poste, sortie d'inventaire). Monsieur le Vice-Président en charge des finances soumet au vote les crédits nécessaires afin de réaliser ces opérations au budget annexe de l'assainissement.

Monsieur le Vice-Président en charge des finances propose donc d'augmenter les crédits du chapitre « charges exceptionnelles » (article 673) afin de prendre en charge les avoirs des usagers du service public de l'assainissement à hauteur de soixante mille euros, correspondant au deuxième rôle négatif de l'année 2019.

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver, conformément aux éléments comptables mis en annexe, la décision modificative n°1 du budget annexe de l'assainissement équilibré en dépenses et en recettes.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

🚦 **ADOpte** la décision modificative n° 1 du budget annexe de l'assainissement comme il suit en annexe.

DECISION MODIFICATIVE N°1 / BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Vu :

- Le code général des collectivités territoriales ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 ;
- La délibération n°2019/04/53 valant approbation du budget annexe de l'eau de 2019.
-

Monsieur le Vice-Président en charge des finances rappelle que la communauté de communes de la Côtère à Montluel s'est portée candidate à l'expérimentation du compte financier unique. En parallèle de cette mesure, l'adoption de la nomenclature M57 impose à l'intercommunalité d'être exemplaire quant à la sincérité et la régularité comptable. Pour ce faire, il y a eu lieu d'apurer la comptabilité des budgets soumis à l'inventaire (intégration, virement poste à poste, sortie d'inventaire). Monsieur le Vice-Président en charge des finances soumet au vote les crédits nécessaires afin de réaliser ces opérations au budget annexe de l'eau.

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver, conformément aux éléments comptables mis en annexe, la décision modificative n°1 du budget annexe de l'eau équilibré en dépenses et en recettes.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

🚦 **ADOpte** la décision modificative n° 1 du budget annexe de l'eau.

DECISION MODIFICATIVE N°1 / BUDGET PRINCIPAL

Vu :

- Le code général des collectivités territoriales ;
- L'instruction budgétaire et comptable M14 ;
- La délibération n°2019/04/46 valant approbation du budget général de 2019.

Monsieur le Vice-Président en charge des finances rappelle que la communauté de communes de la Côtère à Montluel s'est portée candidate à l'expérimentation du compte financier unique. En parallèle de cette mesure, l'adoption de la nomenclature M57 impose à l'intercommunalité d'être exemplaire quant à la sincérité et la régularité comptable. Pour ce faire, il y a eu lieu d'apurer la comptabilité des budgets soumis à l'inventaire (intégration, virement poste à poste, sortie d'inventaire). Monsieur le Vice-Président en charge des finances soumet au vote les crédits nécessaires afin de réaliser ces opérations au budget principal.

Monsieur le Vice-Président précise que l'assemblée délibérante doit nécessairement abonder en crédits supplémentaires le budget principal eu égard au refinancement des trois emprunts votés par le précédent point de la présente séance.

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver, conformément aux éléments comptables mis en annexe, la décision modificative n°1 du budget principal équilibré en dépenses et en recettes.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

🚦 **ADOpte** la décision modificative n° 1 du budget principal.

Vu : Les articles L 2121-29, L 2122-22 al. 3°, L 5211-1 et L 5211-2 du Code général des collectivités territoriales,

Monsieur le Vice-Président rappelle que la communauté de communes de la Côtière à Montluel a réalisé des investissements qui ont nécessité le recours à l'emprunt pendant la crise financière. Ces contrats ont été signés avec des taux d'intérêts importants, en lien avec le contexte économique de 2008. Or l'époque actuelle enregistre des taux extrêmement bas et permet de refinancer ces contrats afin de réduire le coût des crédits et de dégager des marges de manœuvre financières.

Monsieur le Vice-Président en charge des finances précise que les coûts de sortie anticipée de ces contrats sont onéreux eu égard à la différence des taux d'intérêts appliqués jadis et ceux d'aujourd'hui. En d'autres termes, la possibilité de gagner en coût de crédit tout en relissant la dette est faible. En conséquence, Monsieur le Vice-président propose qu'il soit refinancé trois emprunts précis qui offrent, après analyse prospective faite, une marge de manœuvre non négligeable à moindre coût, après lissage sur dix années :

1. Emprunt de 1 434 409,25 € étant le fruit d'une renégociation pour les travaux des gymnases, avec un capital restant dû de 492 085,46 €, un taux de 4,81 % et indemnité compensatrice dérogatoire qui ne pourra excéder de 68 000,00 € (MIN261285EUR001) ;
2. Emprunt de 599 649,17 € étant le fruit d'une renégociation pour les travaux des rivières et de la voirie, avec un capital restant dû de 205 713,93 €, un taux de 4,81 % et indemnité compensatrice dérogatoire qui ne pourra excéder de 28 700,00 € (MON261286EUR01) ;
3. Emprunt de 910 000 € finançant la subvention d'équipement versée à la CCMP pour la réalisation de l'espace aquatique LILO, avec un capital restant dû de 559 048,82 €, un taux de 4,51 % et une indemnité de sortie anticipée qui ne pourra pas dépasser 110 000,00 € (n° 1220540).

Monsieur le Vice-président précise que ce rachat de dette permet de réduire la voilure financière (intérêts et remboursement du capital) d'en moyenne 128 000 euros les premières années, ce qui sera profitable au financement du pôle sportif de la communauté de communes. Enfin, il rappelle que l'épargne brute s'en trouve améliorée, ceci étant le fruit des taux d'intérêts historiquement bas proposés.

Monsieur le Vice-Président propose l'offre de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre-Est qui viendrait racheter le crédit dont l'enveloppe serait, indemnités comprises, de 1 469 866,82 € aux conditions suivantes :

Montant du contrat de prêt	1 459 829,00 euros
Objet du contrat de prêt	Réaménagement de la dette
Mise à disposition des fonds	01/10/2019
Date de remboursement finale	01/10/2029
Durée d'amortissement	120 mois
Mode d'amortissement	Linéaire
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt annuel	Taux fixe 0,34 % (base exact/360)
Remboursement anticipé	Faculté de remboursement temporaire : Taux en cours – 90 % de la moyenne des EONIA de la période.
Commission d'engagement	0,05 % du montant du contrat de prêt

Le conseil communautaire, après avoir pris connaissance des offres de financement et des conditions générales proposées par la banque et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

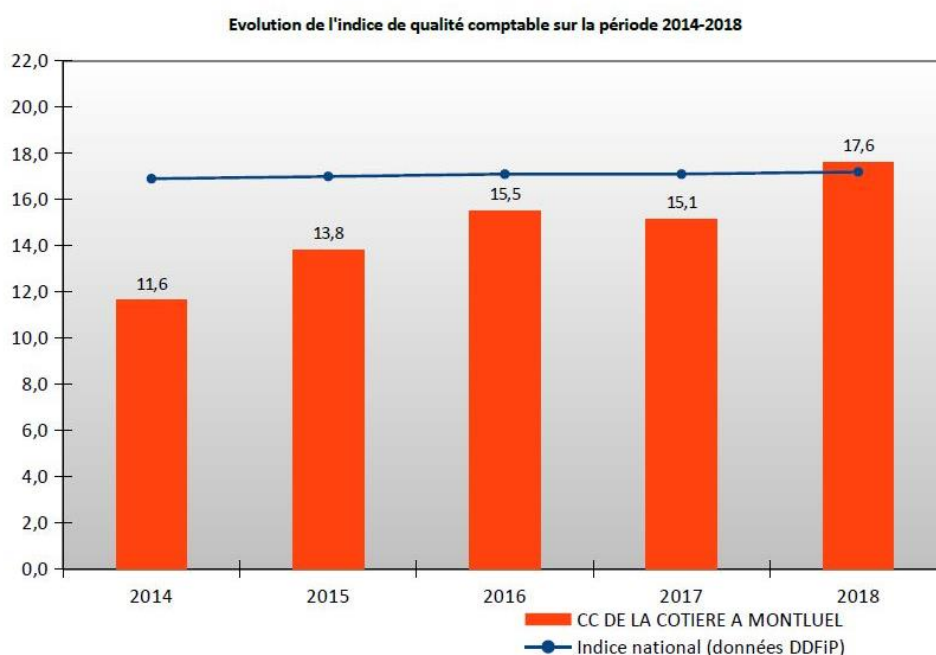
- ✚ **AUTORISE** le Président à signer toute convention et à procéder à la date du 01/10/2019, en accord avec la Caisse Française de Financement Local et par dérogation aux stipulations contractuelles, au remboursement anticipé de la totalité du capital restant dû des prêts n°MON261286EUR01 et MIN261285EUR001, aux conditions financières maximales ci-dessus.

- ✚ **AUTORISE** le Président à signer toute convention et à procéder à la date du 01/11/2019, en accord avec la Caisse des dépôts et de consignation, au remboursement anticipé de la totalité du capital restant dû du prêt n° 1220540, aux conditions financières maximales ci-dessus.
- ✚ **AUTORISE** le Président à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au nouveau contrat de prêt décrit ci-dessus avec la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre-Est.
- ✚ **AUTORISE** le Président à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le nouveau contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

INFORMATIONS DIVERSES

- Présentation de l'extrait du rapport annuel M14 DDFIP
La qualité comptable – Données définitives de l'exercice 2018

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de l'indice de qualité comptable de votre collectivité comparé à l'indice observé pour l'ensemble des collectivités de même nature (Commune ou GFP) au niveau national. L'indice est présenté sous la forme d'une note sur 20.



**Prochain conseil communautaire :
Jeudi 3 octobre 2019 à 19h00**